



ÉTATS
GÉNÉRAUX
ALIMENTATION

Promouvoir des choix de consommation privilégiant une alimentation saine, sûre, durable et accessible à tous

#Egalim • egalimentation.gouv.fr

COMPTE-RENDU DE LA JOURNÉE DE TRAVAIL

OBJECTIFS DE LA JOURNÉE :

- Imaginer des solutions pour une alimentation saine, durable, sûre et accessible à tous
- Alimenter les réflexions nationales
- Être créatif à l'échelle régionale

THÈMES ABORDÉS :

- Initiatives locales et synergies du territoire
- Alimentation et précarité
- Alimentation et éducation
- Alimentation et gaspillage

NB : les propos retranscrits dans ce document ne sont qu'une synthèse des principaux éléments des intervenants, et ne correspondent donc pas aux discours prononcés.

I. INTRODUCTION

PROPOS INTRODUCTIF DU PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS M.FABIEN SUDRY

Monsieur Fabien SUDRY, Préfet du Pas-de-Calais, souligne l'intérêt de cette journée d'échanges, qui s'intègre dans la démarche nationale des États Généraux de l'Alimentation (EGA). Le thème de cette journée est : « Promouvoir des choix de consommation privilégiant une alimentation saine, sûre, durable et accessible à tous ». Chaque mot dans cet intitulé a un sens précis et a été choisi avec soin.

Le Pas-de-Calais, et plus généralement la région Hauts-de-France est un grand territoire agricole. Il y a des belles industries agroalimentaires, de belles productions agricoles, des professionnels engagés dans leurs activités. Le territoire où nous sommes aujourd'hui est un ancien haut lieu de l'industrie, notamment minière. Il est engagé dans une démarche de renouveau et dans cette démarche les interrogations autour des systèmes alimentaires ont toute leur place.

Même si la région Hauts-de-France est active autour de l'alimentation, il y a matière à progresser sur diverses questions. Notre démarche d'aujourd'hui consiste, à travers des ateliers de réflexion et des rencontres multi-acteurs à rebattre les cartes afin de refonder la politique agricole de notre pays, dans toutes ses dimensions, en prenant en compte les enjeux actuels. Il est assez rare dans la politique publique qu'on puisse avoir l'occasion de l'imaginer, de la rêver, surtout lorsqu'il s'agit d'un domaine fondamental de l'action publique, tel que l'est l'alimentation dans un pays comme le nôtre, qui est un grand pays agricole.

Il est donc important d'apporter une contribution pertinente aux pouvoirs publics, pour redéfinir les lignes d'actions des prochaines années. Il s'agit d'approfondir certains sujets, de croiser les regards, les pratiques, les points de vue.

L'alimentation est l'affaire des professionnels agricoles, mais aussi celle des Français, et donc il est important de pouvoir en débattre tous ensemble. C'est ce que nous souhaitons faire au cours de cette journée, à travers différents axes de travail et différents ateliers participatifs.

PRÉSENTATION DES INITIATIVES SOUTENUES PAR LA DRAAF

La politique nationale de l'alimentation a été réaffirmée en octobre 2014 en France, avec pour objectif de repenser une alimentation sûre, saine, de bonne qualité et en quantité suffisante, produite dans de bonnes conditions sociales et environnementales.

Cette politique se décline autour de 4 axes de travail :

- Ancrage territorial et patrimoine
- Justice sociale
- Éducation alimentaire de la jeunesse
- Lutte contre le gaspillage alimentaire

Cette politique est pilotée au niveau régional par la DRAAF, qui travaille avec de multiples partenaires à la fois publics et privés.

À titre d'exemple pour chacun des quatre axes de travail, la DRAAF accompagne notamment :

✓ Éducation alimentaire à la Jeunesse

- Création d'un jeu interactif avec interface numérique pour faciliter les comportements des jeunes
- Ateliers culinaires en langue des signes française pour jeunes sourds
- Formation des enseignants et du personnel de cuisine

✓ Ancrage Territorial

- Élaboration de Projets Alimentaires Territoriaux
- Approvisionnement local de la Restauration Hors Domicile
- Création de ferme de quartier, potager sur les toits

✓ Justice Sociale

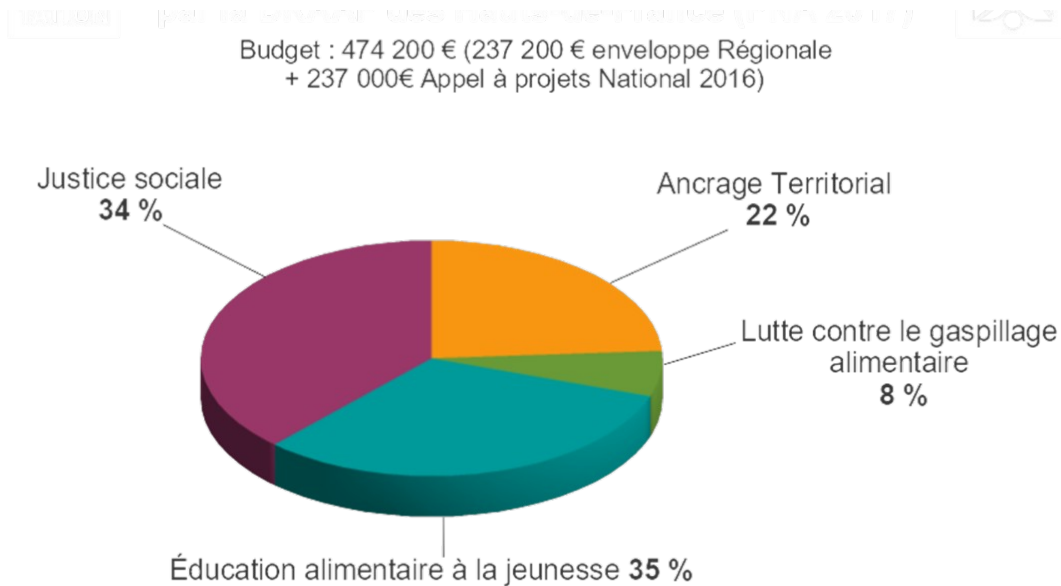
- Ateliers culinaires, jardins potagers à destination des bénéficiaires de l'aide alimentaire
 - Chantiers de glanage solidaire
- Constitution d'un guichet unique pour bénéficiaires : combiner aide alimentaire et aide sociale, promouvoir bonnes pratiques alimentaires

✓ Lutte contre le gaspillage alimentaire

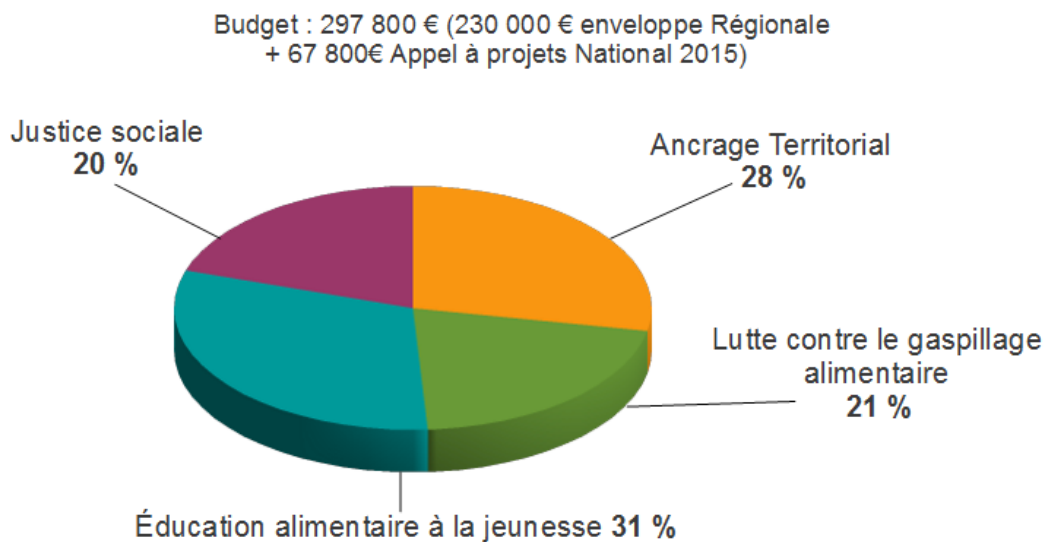
- Accompagnement personnalisé de lycées agricoles, maisons de retraite, centre hospitalier
- Accompagnement des restaurateurs pour la promotion du gourmet Bag
- Sensibilisation des jeunes par des spectacles de théâtre d'improvisation

EXEMPLES...

Au total, il y a actuellement 36 projets accompagnés par la DRAAF sur l'ensemble de la région. Au niveau du budget, les aides ont été réparties comme suit pour l'année 2017, en fonction des différents axes du Programme National Pour l'Alimentation (PNA) :



À titre de comparaison, la répartition du budget pour l'année 2016 est la suivante :



QUELQUES QUESTIONS SOULEVÉES PAR LA PRÉSENTATION

- Un étonnement vis-à-vis de la baisse des aides pour les projets de lutte contre le gaspillage alimentaire entre 2016 et 2017.

Réponse : La DRAAF reçoit des projets et alloue les montants en fonction des besoins desdits projets. S'il y a peu de projets présentés en lien avec le gaspillage, le budget attribué sur cet axe reste peu

élevé. Il est cependant à noter que le budget global 2017 a augmenté grâce aux 6 projets Hauts-de-France lauréats du dernier appel à projets PNA national.

- Une remarque relative au modèle agricole : un changement de ce modèle permettrait de diminuer à la fois les pollutions et le gaspillage.
- Une remarque sur les démarches de concertation habituelles : l'intelligence collective n'est pas assez prise en compte, ou alors est sollicitée sous des modèles peu efficaces, comme celui de la réunion publique, dont les horaires ne sont souvent pas compatibles avec le quotidien de beaucoup de citoyens.

Réponse : ces points seront abordés au cours des ateliers à suivre.

- Remarque : une vigilance à avoir sur le grignotage des terres agricoles et l'urbanisation.
- Autre remarque : lorsqu'il est question de la région Hauts-de-France, il est important de ne pas oublier la Picardie.

Réponse : la DRAAF travaille à couvrir l'ensemble de la région. Pour autant, la structure ne peut forcer les projets à se présenter. La DRAAF sélectionne des projets en fonction des quatre axes prioritaires du PNA, la répartition des projets dépend donc de ce qui est reçu en matière de candidatures et non des zones géographiques.

- Une question concernant le taux de réussite des projets et le budget alloué en moyenne.

Réponse : le budget moyen subventionné s'élève à 20 000 euros. Concernant le taux de réussite sur le dernier appel à projets national, six dossiers ont pu être remontés par la DRAAF et les six furent lauréats. Pour 2018, quatre dossiers pourront être remontés.

II. LES CONTRIBUTIONS DE LA JOURNÉE.

PRÉSENTATION ET ANALYSE DE QUATRE INITIATIVES EN HAUTS-DE-FRANCE

Explication : 4 témoignages se sont tenus en simultané dans 4 lieux différents pour découvrir 4 initiatives, les comprendre, les décortiquer afin d'en retirer leurs forces, fragilités et envisager la manière dont elles pourraient essaimer au service d'une alimentation durable, de qualité, saine et accessible.

1^{er} temps : présentation de l'initiative par le/la porteur.se

2^{ème} temps : exercice d'analyse et de compréhension de l'initiative

VOUS TROUVEREZ DANS LES DOCUMENTS 2,3,4,5 QUI SE TROUVENT EN ANNEXES, LE DÉVELOPPEMENT DE CHACUNE DES 4 INITIATIVES AINSI QUE LES DEUX ATELIERS DÉVELOPPÉS POUR CHACUN DES THÈMES.



Thématique 1 « Initiatives locales et synergies des territoires ». (document 2)

Atelier 1 : Connaissance et mise en réseau des initiatives.

Atelier 2 : Des initiatives locales aux projets alimentaires de territoire.

Thématique 2 « Alimentation et précarité ». (document 3)

Atelier 3 : Accessibilité géographique, économique et psychologique à une alimentation de qualité.

Atelier 4 : Vers l'émancipation des bénéficiaires de l'aide alimentaire.

Thématique « Alimentation et éducation ». (document 4)

Atelier 5 : Connaissance et cohérence des dispositifs d'éducation.

Atelier 6 : Transmission des savoir-faire alimentaires (intergénérationnel, interculturel...).

Thématique « Lutte contre le gaspillage alimentaire ». (document 5)

Atelier 7 : Gaspillage dans la production alimentaire.

Atelier 8 : Gaspillage dans la distribution alimentaire.

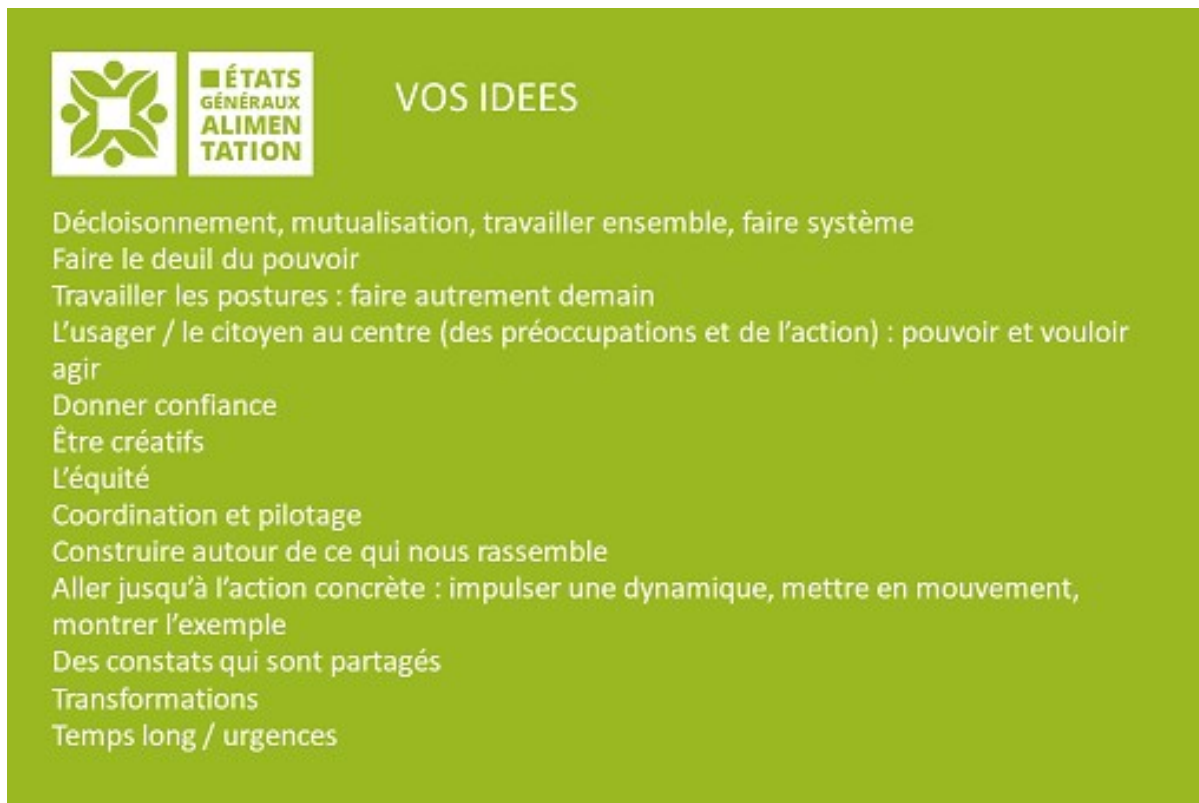
CONTRIBUTIONS SUR LES QUATRE THÉMATIQUES

EXPLICATION : UNE FOIS LES INITIATIVES PRÉSENTÉES, LES PARTICIPANTS À LA JOURNÉE ONT PU DÉAMBULER AUTOUR DE 8 ATELIERS DE TRAVAIL POUR PARTAGER ET DÉBATTRE SUR DES PROPOSITIONS.

VOUS TROUVEREZ L'ENSEMBLE DES ÉCHANGES DES 8 ATELIERS DANS LES DOCUMENTS 2,3,4,5 DE L'INITIATIVE ASSOCIÉE (PAR EXEMPLE, LES COMPTE-RENDUS DES ATELIERS 1 ET 2 FIGURENT SUR LE DOCUMENT 2 SUR LES INITIATIVES LOCALES ET SYNERGIES DES TERRITOIRES).

III. CONCLUSIONS DE LA JOURNÉE

LES GRANDS MESSAGES QU'ON RETIEN DE CETTE JOURNÉE



ÉTATS GÉNÉRAUX ALIMENTATION

VOS IDEES

- Décloisonnement, mutualisation, travailler ensemble, faire système
- Faire le deuil du pouvoir
- Travailler les postures : faire autrement demain
- L'usager / le citoyen au centre (des préoccupations et de l'action) : pouvoir et vouloir agir
- Donner confiance
- Être créatifs
- L'équité
- Coordination et pilotage
- Construire autour de ce qui nous rassemble
- Aller jusqu'à l'action concrète : impulser une dynamique, mettre en mouvement, montrer l'exemple
- Des constats qui sont partagés
- Transformations
- Temps long / urgences

REGARD DE JEAN-BERNARD BAYARD – PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE NORD-PAS-DE-CALAIS

Monsieur Jean-Bernard BAYARD, Président de la Chambre d'agriculture du Nord Pas-de-Calais, a pris la parole en cette fin de journée afin de partager avec les participants son regard sur la démarche engagée dans le cadre des États Généraux de l'Alimentation.

Le premier constat fut celui de la mobilisation, très importante, même s'il aurait été souhaitable de voir plus d'agriculteurs au sein de l'assemblée. Un lien existe, et doit continuer d'exister, entre le producteur et le consommateur. Car l'activité des agriculteurs consiste à répondre à la demande, aux besoins et aux attentes des consommateurs : la Chambre d'agriculture partage en ce sens les objectifs qui furent exprimés et travaillés au cours de cette journée. L'alimentation, rappelons-le, concerne l'ensemble des catégories sociales du pays, au quotidien. Ce sont ces liens qu'il reste à montrer, à mettre en valeur, parce qu'ils participent, une fois conscientisés, à changer les manières de penser.

La mobilisation qui a eu lieu pour les ateliers de la journée a permis de produire des idées, des grandes lignes de réflexion. Notamment, nous pouvons en retenir la nécessité d'un esprit d'ouverture, l'importance de capitaliser les expériences pour en tirer des apprentissages, et de là bâtir quelque chose de collectif et de partagé. La chambre d'agriculture du Nord-Pas-De-Calais tâche

de s'inscrire elle aussi dans ce type de démarche. Par exemple, au niveau des circuits de commercialisation agricoles, elle s'investit sur les territoires de façon concrète pour développer de nouveaux schémas adaptés aux enjeux d'aujourd'hui.

Questions d'Extracité : Aujourd'hui nous avons entendu de nombreux termes. Décloisonnement, transversalité, faire système... comment vous appréhendez ces notions ? Et quel rôle la chambre d'agriculture peut-elle prendre vis-à-vis de tout cela ?

La chambre d'agriculture a différentes missions, parmi lesquelles représenter les membres du monde agricole, accompagner les agriculteurs dans leurs projets et leurs démarches. Mais aussi, elle se doit de travailler avec les établissements publics, avec les élus du territoire et les services de l'État. Elle encourage ainsi diverses expérimentations et le développement de nombreux projets. Au regard de ce qui a été évoqué aujourd'hui, ces démarches sont essentielles. Il est également déterminant de savoir sortir d'un schéma descendant pour construire des schémas autres, innovants, et imaginer des nouveaux outils. Pour cela, la chambre d'agriculture réunit différents acteurs et demande à participer aux différents projets de territoire impliquant le monde agricole. Bien entendu, il y a une marge de progrès, c'est un travail qui avance petit à petit et qui est encore méconnu, qui demandera plus de communication, pour expliquer les changements de pratiques et mettre fin à certains clichés subsistants pour certains de nos concitoyens.

Quels-sont ces clichés que vous évoquez ?

Si on prend l'actualité récente en considération, beaucoup de choses ont par exemple été exprimées à propos du glyphosate. Parmi ce qui est dit, il y a de l'information, mais également de la désinformation, et il est important de pouvoir faire le tri.

Parmi les propositions formulées aujourd'hui dans les différents ateliers, certaines vous ont-elles marqué particulièrement ?

Il est difficile d'effectuer une sélection d'emblée et à chaud suite à la journée. Ce sera au directeur de la DRAAF de faire ce travail difficile.

J'aurais cependant des remarques, des compléments à apporter sur certains sujets. Notamment à propos du thème du gaspillage, qui a été longuement travaillé par les personnes en présence. Je pense qu'il ne faut pas oublier la situation de contrainte dans lequel se trouve le monde agricole aujourd'hui, du fait de la législation.

Aujourd'hui, les contrôles sont stricts, pour déterminer ce qui peut ou ne peut pas être mis sur le marché. Des produits consommables sont souvent jetés, parce qu'ils ne répondent pas aux nombreuses obligations réglementaires, voire aussi aux demandes supplémentaires des clients, comme les distributeurs par exemple. Sur la thématique du gaspillage, des démarches existent qui méritent d'être soutenues, mais il faut également éduquer le consommateur. Savoir par exemple qu'il n'y a pas de limite de consommation pour certains produits, il y a des consommables, comme le sel, qui ne changent pas dans le temps. On est allé très loin sur les critères de consommation, parce que ça a un côté rassurant pour le consommateur, mais de fait, on laisse sur le bord de la route beaucoup de produits et c'est dommage.

J'ai également envie de redire à quel point les initiatives au niveau local sont importantes. D'un territoire à l'autre, les situations changent. Mais on est tous collectivement responsables des situations que nous déplorons. Inverser ces situations ne peut être que le fruit de démarches collectives et décloisonnées, ce ne sera pas le fait d'un secteur seul, mais un travail à faire tous ensemble.

Quel rôle peut se donner la chambre d'agriculture par rapport à l'évolution du système ? Nous avons un rôle, nous le jouons au quotidien en accompagnant les agriculteurs et le monde agricole. L'État aussi a son rôle, ainsi que les élus des territoires. Dans une journée comme celle-ci, des témoignages plus nombreux d'élus auraient été bienvenus, étant donné l'importance pour tout changement du cadre législatif mais aussi du soutien des collectivités locales.

Dans tous les cas, pour chaque acteur, il est important de ne pas avoir peur de se lancer dans des initiatives, car en les multipliant, on fait avancer les choses de manière collective. La clef est de bien comprendre les contraintes et attentes des autres, et pour cela, il faut dialoguer sans cesse. C'est l'engagement de la Chambre.

Qu'est-ce que vous aimeriez voir évoluer dans cinq ans ? Quel serait votre vœu ? Voir arriver des choses concrètes qui irriguent les territoires. Plus d'échanges au niveau local, comme cela a pu avoir lieu aujourd'hui. Encourager le collectif, savoir mobiliser à la fois les élus, les agriculteurs, le monde marchand... Dans cinq ans, j'espère que nous aurons entamé une démarche par petits pas, mais concrète et utile. Je n'attends pas de grands bouleversements du jour au lendemain. Tout balayer pour reconstruire n'est pas forcément le plus efficace, car de multiples acteurs doivent évoluer ensemble et dans le temps. J'attends dans cinq ans de voir les résultats d'une évolution au fil du temps, associant l'ensemble des acteurs. La Chambre y participera.

CONCLUSION DE LUC MAURER – DIRECTEUR DE LA DRAAF

Monsieur Luc MAURER, Directeur de la DRAAF Hauts-de-France a conclu la journée.

Si une seule idée doit ressortir de cette journée, c'est qu'elle fut très positive. Le schéma d'animation expérimenté était très différent de celui des autres journées, de ce dont nous avons l'habitude. Nous avons pris un risque, celui de diviser un thème en plusieurs, pour ensuite les reconnecter. Cela a permis un travail de cheminement progressif dans chaque atelier. Dans ce cheminement, nous sommes parvenus à dire des impossibilités, puis à regarder comment elles pourraient devenir des possibles.

Tout cela dans un lieu marqué par l'histoire, porteur d'une histoire, et en cela très intéressant.

Ce qui nous a rassemblé aujourd'hui, ce sont des ambitions et des enjeux qui touchent les agriculteurs, les citoyens, les acteurs territoriaux. Cela fait des années qu'il est question de transversalité, qu'on se demande comment s'améliorer. Peut-être qu'une première étape serait d'agir, de faire concrètement et chacun à son niveau.

Pour avancer, il faut des ambitions communes, une volonté partagée. Il n'y a pas de solution miracle à mon sens, hormis d'avoir une forte volonté.

Je pourrais résumer cette journée en 12 idées clefs, qui m'ont marqué :

1. **La complémentarité.** Entre les métiers, les partenaires, pour construire et quitter des postures parfois d'opposition. L'importance de décloisonner. En termes d'actions concrètes : il y a une complémentarité intéressante entre nos agricultures. Tous les modes de production sont complémentaires, et on a besoin de tous ces modes de production pour progresser. De la complémentarité aussi à chercher entre chaque maillon du système alimentaire. C'est aussi la notion de filières agricoles. Il y a aussi des complémentarités à chercher avec les habitants dans les projets construits, y compris au niveau intergénérationnel.
2. **La notion de connaissance.** Cela commence par un état des lieux. Comme notion attenante : la reconnaissance. C'est un enjeu intéressant de chercher à reconnaître la diversité. Ça renvoie fondamentalement à l'importance de l'éducation. C'est la formation initiale scolaire, aussi la formation agricole, la formation par apprentissage, ou encore la formation continue, au long de la vie. Nous avons abordé également un travail à faire autour du goût, le fait de connaître les produits, de savoir les identifier.
3. **Une fois qu'on connaît on peut partager.** Si on partage ce que fait l'autre on peut partager ses idées. Partager la gouvernance par exemple. Assurer une implication de chaque acteur dans un projet. Partager les projets, parce que comme ça ils réussissent mieux. Partager la place, en termes de communication, d'image, se poser la question de partager le pouvoir. Ça peut faire peur, mais si on revient aux fondamentaux de ce qui nous uni, il n'y a pas vraiment d'enjeu de pouvoir. En logique collective, un plus un est supérieur à deux.
4. **Changer les regards.** Vous avez parlé d'épiceries solidaires par exemple. Les bénéficiaires de l'aide alimentaire sont demandeurs aussi de pouvoir apporter leur aide.
5. **Démarche ascendante.** Pour la construction du projet, c'est écouter les attentes des habitants, des agriculteurs, laisser chacun exprimer ses attentes, envies, contraintes. C'est aussi favoriser une implication citoyenne, avec toutes les difficultés que ça présente. Ça pose des questions, ça remet en question des organisations donc ça demande du courage. L'ascendance ça s'apprend, et ça questionne les relations entre l'État et les acteurs.
6. **Point focal, synthèse.** C'est important pour les projets d'avoir un temps de formalisation puis d'évaluation, afin que le projet évolue et soit vivant. De façon générale, ce qui ressort des échanges nous invite à investir sur les PAT. Sur des plateformes d'approvisionnement local aussi, qu'elles soient virtuelles ou physiques.
7. **Regard extérieur.** En termes de méthodes, ça permet d'identifier des ressources, d'apporter une aide pour construire des projets. Il est important d'avoir une ingénierie de projet, un regard extérieur qui pose des questions différentes. Il faut injecter de la matière grise sur les questions qu'on se pose, et également auprès des exploitants agricoles.
8. **Progressivité.** Sur ce point, je peux vous livrer quelques verbatim entendus au fil des ateliers :

« vaut mieux qu'un truc soit fait, plutôt qu'il soit parfait »,

« il faut arriver à passer des envies à une réalisation concrète, même si elle est petite ».

Sur le fond, des gros projets ont besoin de 10 ans pour être menés, mais il a bien fallu commencer quelque part. Un projet se cultive, comme on cultive un jardin.

9. **Approche territoriale locale.** Le local est lieu où les projets s'incarnent et deviennent visibles. Le territoire de proximité, ce sont les communautés de communes, c'est la construction d'un paysage et d'une image locaux. Il n'y a pas une seule échelle de problématique, comme il n'y a pas une seule échelle de solution. Il faut travailler aux différentes échelles. Nous ressortons

de cette journée avec la conviction renforcée de ce que la DRAAF peut accomplir, et continuera à accomplir.

10. **Prendre son temps.** Pour expliquer, prendre conscience. Pour accompagner les gens.
11. **Communication.** Elle est nécessaire. Il faut la repenser, la réinventer. La rendre plus positive. Globalement, nous devons explorer les nouveaux modes de communications. Cela peut se faire en renouant avec des pratiques traditionnelles, c'est-à-dire par le faire, dans l'espace public. Une communication utile est active et pas seulement passive, elle propose du lien humain.
12. **Persévérer.** Parce que ça fait des années qu'on en parle de nos idées, mais il faut persévérer. Sur certains projets, des projets test, ça peut rater mais nous n'avons pas intérêt à laisser tomber.

Au-delà de ces 12 points, il y a une question fondamentale : qu'est-ce que l'État peut faire ? L'État peut faire tout ce que nous venons d'évoquer. Il est un acteur comme les autres. Il peut également apporter un soutien financier, il peut apporter la reconnaissance. Il peut cultiver une posture dans laquelle il se renouvelle, aller au-delà de son rôle régalien, adopter une posture d'animation et de médiation. L'État peut contribuer à communiquer, il peut coordonner et rendre visibles les actions. Les territoires ont une vraie volonté de faire, l'État peut l'encourager.

L'État peut également décloisonner. Au niveau de la DRAAF par exemple, nous avons 6 services. On est engagés à décloisonner ces services-là.

La dernière question qui peut subsister à la fin de cette journée est la suivante : et maintenant, que faisons-nous ? A court terme, nous apportons une contribution au niveau national. Nous faisons aussi le constat d'une énergie et d'un plaisir à travailler ensemble. Nous pouvons organiser d'autres journées de ce type, avec une palette très large d'acteurs, parce que ça crée des choses intéressantes. Aujourd'hui n'était ni un début, ni une fin, mais plutôt un point d'étape.

Gardons surtout à l'esprit la nécessité d'avancer au niveau des territoires, parce que c'est à ce niveau que les actions sont et seront concrètes, visibles et lisibles, pour tous, agriculteurs et citoyens.